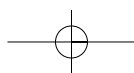
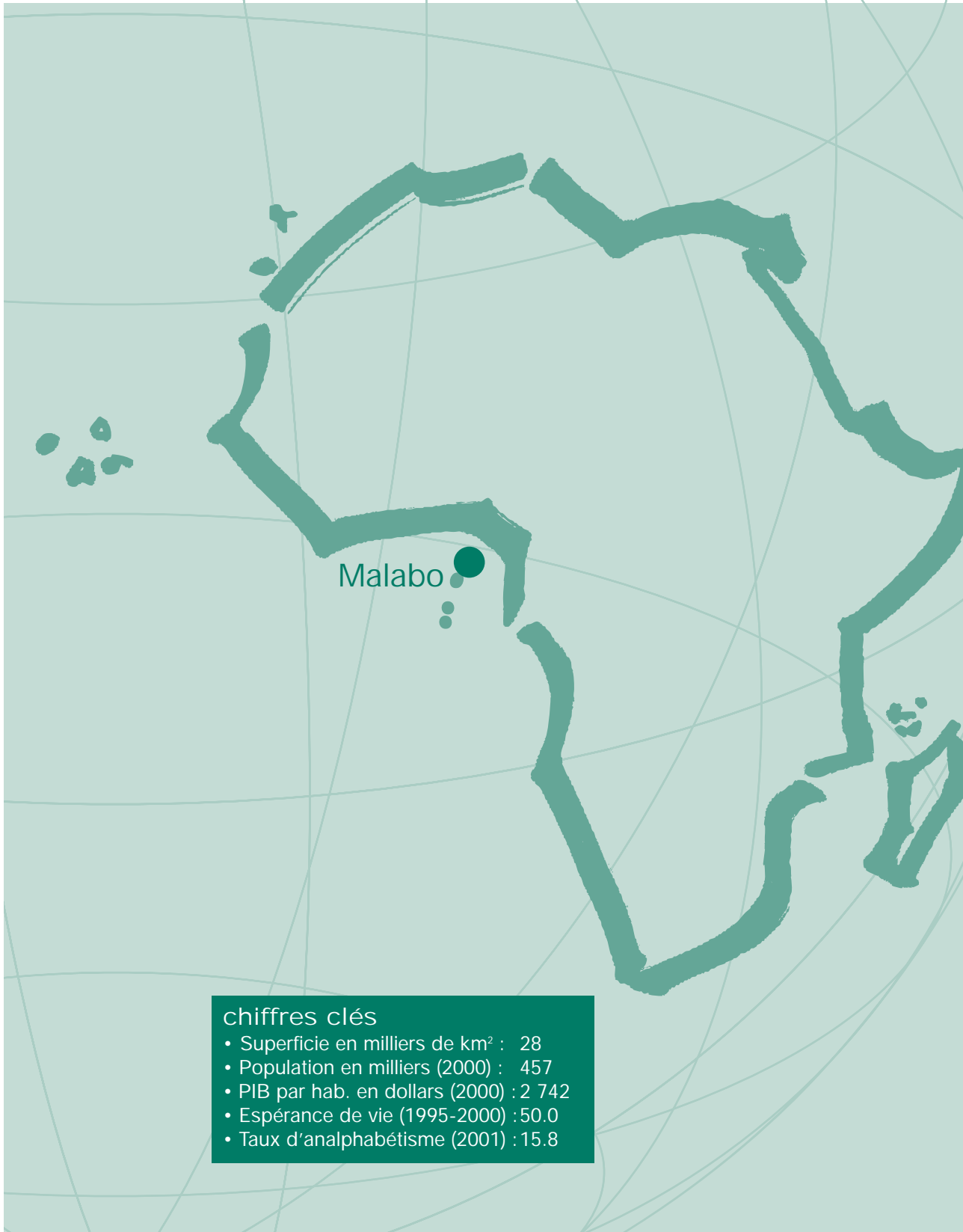
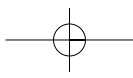
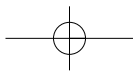
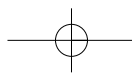


# Guinée équatoriale







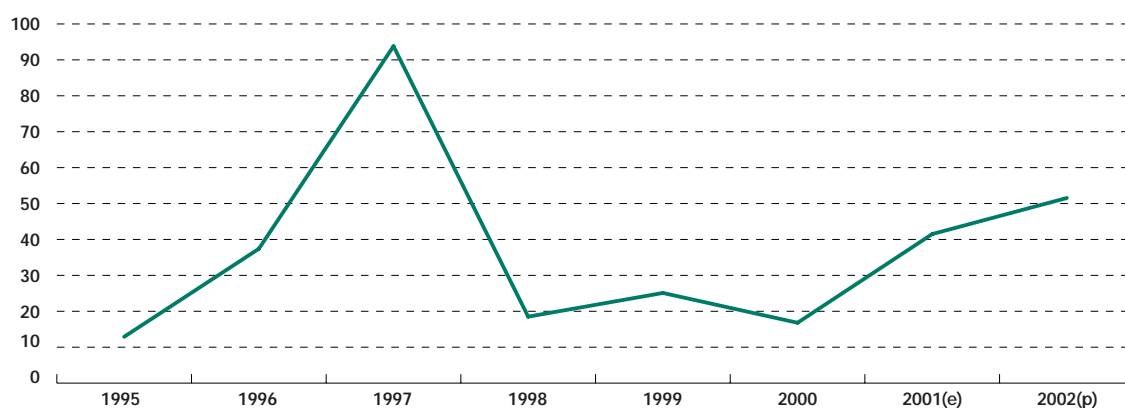
# Guinée équatoriale

**S**EUL ÉTAT AFRICAIN HISPANOPHONE, la Guinée équatoriale a enregistré la plus forte croissance de tout le continent africain ces cinq dernières années. La récente découverte d'importants gisements pétroliers modifie sa structure économique et en fait l'un des pays les plus dépendants du pétrole. En 2001 et 2002, son PIB devrait connaître deux nouvelles années de croissance exceptionnelle, grâce à une hausse très importante de la production de pétrole sur cette période. Avec une population de 450 000 habitants et une production de pétrole qui devrait atteindre un cinquième de celle du Nigeria dans quelques années, la Guinée équatoriale doit principalement s'attacher à gérer cet afflux de richesse rapide et substantiel. En effet,

l'abondance spectaculaire des recettes pétrolières pèse sur des capacités administratives déjà insuffisantes, comme en témoigne, notamment, le manque de données macro-économiques et financières cohérentes et crédibles. La Guinée équatoriale devra renforcer ses moyens organisationnels et humains pour créer sans tarder une classe moderne de dirigeants qui soient comptables de leurs décisions et des fonds qu'ils supervisent, tout en étant en mesure d'investir dans l'infrastructure et de préparer l'économie à gérer son développement après le boom pétrolier. Le déploiement de stratégies de lutte contre la pauvreté constituera également un enjeu clé.

**L'abondance spectaculaire des recettes pétrolières pèse sur des capacités administratives déjà insuffisantes**

Figure 1 - Taux de croissance du PIB en volume<sup>a</sup>



a. L'échelle des pourcentages diffère de celle des autres pays, car la croissance du PIB de la Guinée équatoriale est supérieure à 10 pour cent.

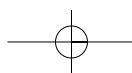
Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données de la Banque des États d'Afrique centrale (BEAC) et de la Banque de France.

## Développements économiques récents

Vers la fin des années 80, lorsque les premières explorations ont commencé, l'ampleur du boom pétrolier n'a pas vraiment été anticipée. Il a fallu attendre 1996, date de la mise en exploitation d'un grand gisement de pétrole, pour voir affluer les recettes

provenant de l'extraction de ce combustible. Cependant, la croissance était forte dès le début des années 90.

Partant d'une croissance moyenne déjà élevée – 8.5 pour cent pendant la première moitié de cette décennie-là, notamment sous l'effet des premiers investissements pétroliers –, la Guinée équatoriale a ensuite affiché un taux de 38.3 pour cent sur la période



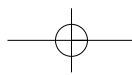
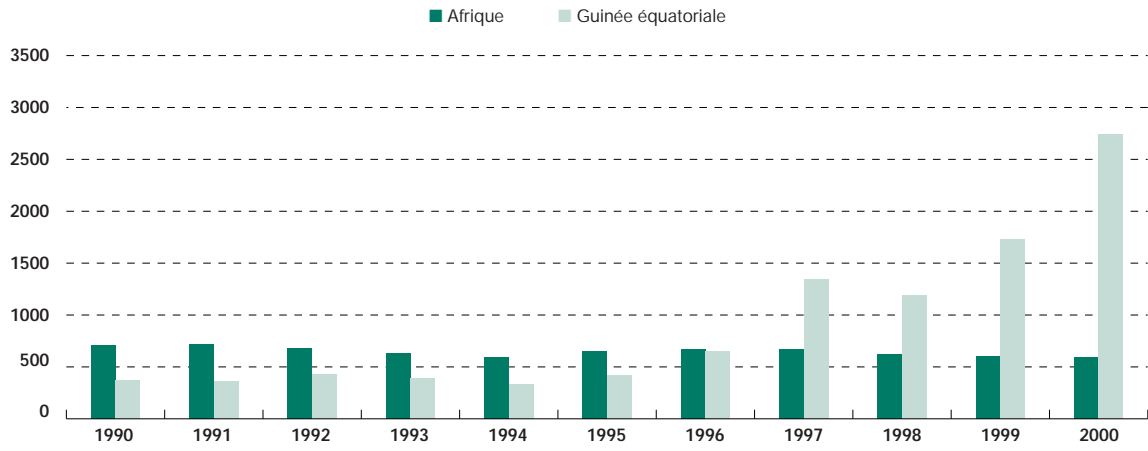


Figure 2 - PIB par habitant en Guinée équatoriale et en Afrique (en dollars courants)



Source : Estimations des auteurs sur la base des données du FMI.

1996-2000. Il en a résulté un profond changement structurel : le secteur pétrolier est passé de 7 pour cent du PIB en 1992 à 83 pour cent en 2000, et la Guinée équatoriale n'a pas tardé à devenir un pays riche et tributaire de ses exportations de pétrole.

Ces bonnes performances générales ont été renforcées par un environnement extérieur favorable, comme le montre clairement la progression impressionnante des termes de l'échange (+55.1 pour cent). Cette amélioration tient principalement à la hausse des cours du pétrole et du bois d'œuvre, ainsi qu'à l'appréciation du dollar des États-Unis. Ces deux facteurs ont eu une incidence positive sur les prix des exportations et contribué au paiement des importations en provenance, pour l'essentiel, de la zone euro.

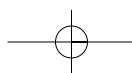
Une présentation succincte des résultats économiques obtenus par la Guinée équatoriale ces cinq dernières années doit comporter une description de l'évolution des principales productions de ce pays : pétrole, bois d'œuvre et agriculture.

De 6 000 barils par jour (b/j) avec la mise en service des gisements Zafiro et Alba, en août 1996, la production pétrolière est devenue une source de recettes de plus en plus importante. En 2000, l'exploitation des hydrocarbures a ainsi représenté 117 887 b/j. Les perspectives sont encore plus encourageantes depuis la

récente découverte d'autres gisements et le début de la production du champ Jade, en novembre 2000 : la production pétrolière totale devrait avoisiner 200 000 b/j en 2001 et 300 000 b/j en 2003. Etant donné la position géographique stratégique de la Guinée équatoriale, les pouvoirs publics entendent poursuivre un ambitieux projet : faire de ce pays un pôle régional pour les services liés à la production pétrolière. La réalisation de ce projet passe notamment par la construction du port franc de Luba, qui, à terme, devrait fonctionner comme une plate-forme régionale pour le secteur parapétrolier du golfe de Guinée, et par l'implantation d'une usine de transformation de produits pétroliers sur l'île de Bioko. La stratégie gouvernementale consiste à développer l'infrastructure et à créer des emplois qui ne dépendent pas uniquement des activités d'extraction nationales, même s'ils sont liés au secteur pétrolier.

Le taux de croissance spectaculaire de l'économie est alimenté non seulement par les ventes de pétrole, mais également par l'essor des investissements dans le secteur pétrolier. En moyenne, ce dernier a contribué à 63 pour cent du PIB de 1996 à 1999, et à 72 pour cent en 2000, suite aux investissements dans les gisements Zafiro, Alba et Ceiba et à l'intensification des explorations en mer profonde.

Etant donné l'impact direct et indirect du pétrole sur l'économie nationale, il est difficile de distinguer



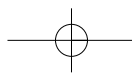
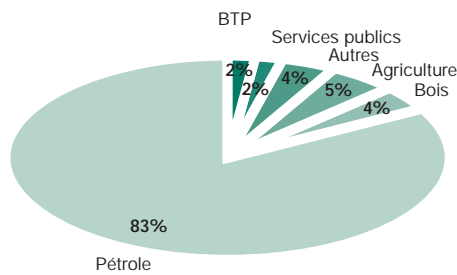
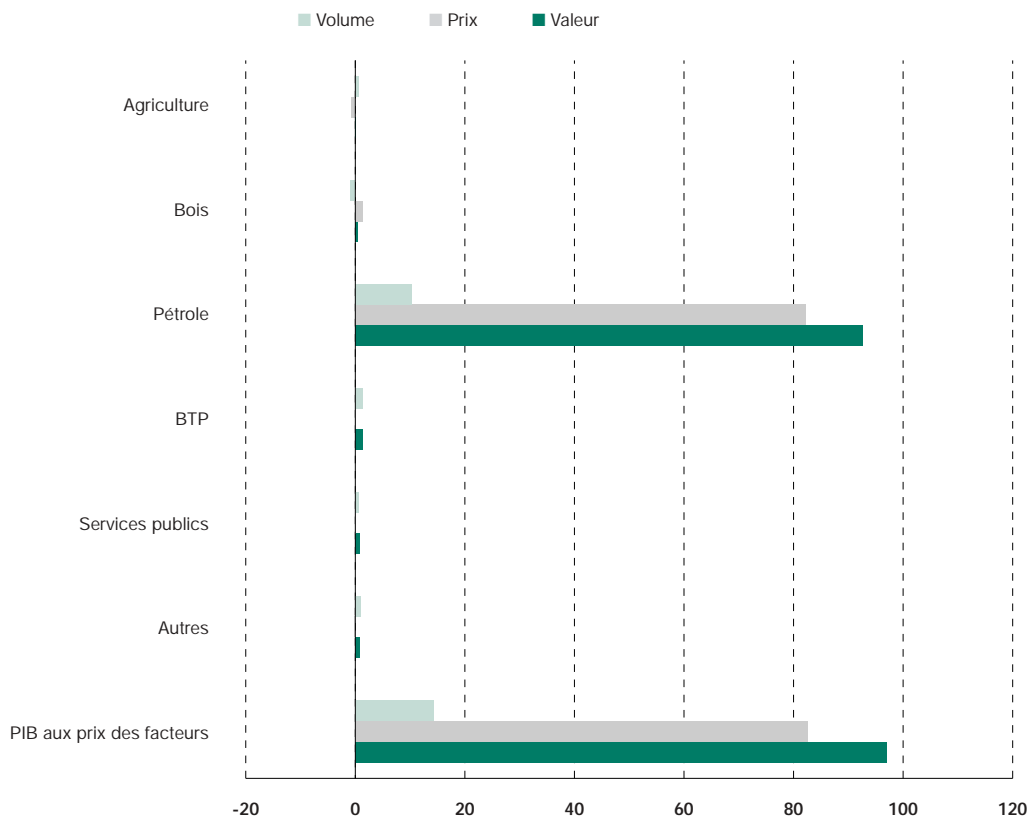


Figure 3 - Ventilation sectorielle du PIB en 2000



Source : Estimations des auteurs sur la base des données des autorités nationales.

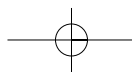
Figure 4 - Contributions à la croissance du PIB en 2000

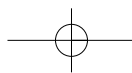


Source : Estimations des auteurs sur la base des données des autorités nationales.

des branches qui ne dépendent absolument pas de ce secteur. Deux activités traditionnelles, le bois d'œuvre et l'agriculture tropicale, pourraient peut-être être considérées comme les activités non pétrolières les plus importantes, même si elles ne représentent qu'une petite fraction du PIB. Les bonnes performances obtenues ces deux dernières années par la filière bois

s'expliquent par l'augmentation des investissements étrangers (essentiellement russes et chinois, qui contrôlent la majeure partie de cette branche) et par un contexte international favorable. De fait, conjugués à l'augmentation de la demande extérieure après la fin de la crise asiatique, les termes de l'échange positifs en 1999 et 2000 ont largement influé sur l'évolution de





cette branche tournée vers l'exportation. La production totale de bois a atteint 776 000 et 689 000 m<sup>3</sup> en 1999 et 2000, respectivement, contre 422 000 m<sup>3</sup> en 1998. Elle est concentrée pour environ 95 pour cent sur le pôle exploitation. La transformation du bois est en effet un secteur naissant en Guinée équatoriale, mais l'État tente de mettre en place des mesures d'incitation pour favoriser son expansion.

Le taux de croissance de l'agriculture a été stable sur les cinq dernières années, de même que la composition sectorielle de cette branche, où les cultures vivrières constituent les deux tiers de la production totale. Le cacao reste la principale culture de rapport que les petits métayers ont héritée des propriétaires et travailleurs agricoles espagnols qui ont quitté le pays au milieu des années 70. En 1999 et 2000, cette branche, très sensible aux variations des prix à la production, a souffert d'une chute des prix de 20 pour cent, qui a eu de fortes répercussions sur les niveaux de production. Ceux-ci ont reculé de 30 pour cent sur 1999/2000, et de 5 pour cent supplémentaires sur 2000/2001.

En 1999 et 2000, l'investissement privé a également joué un rôle important dans l'économie non pétrolière : les capitaux injectés dans la branche transformation des rondins et billes de bois et ceux consacrés à l'avancement du plan de relance du secteur du cacao (en partie avec le soutien de l'Union européenne) alimentent la croissance de la filière bois d'œuvre et des cultures de rapport.

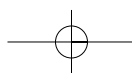
L'industrie de la Guinée équatoriale est encore balbutiante. La plupart des biens manufacturés sont importés ou, lorsqu'ils sont nécessaires comme facteurs intermédiaires, produits localement par des entreprises étrangères. Cependant, la production manufacturière nationale n'est pas rentable à cause du niveau faible, du moins jusqu'à une date récente, du revenu par habitant et de l'étroitesse du marché national. Le boom pétrolier, générateur de recettes plus substantielles, pourrait la soutenir à condition qu'il soit possible de réduire les obstacles dus à une infrastructure de transport insuffisante, au besoin de capital humain qualifié et aux risques de répartition improductive des ressources.

Ces deux dernières années, le programme d'investissements publics dans l'infrastructure routière et les travaux publics, ainsi que l'investissement dans le secteur pétrolier ont dynamisé le BTP. Ce secteur a ainsi progressé de 19.8 pour cent en 1999 et de 62 pour cent en 2000. Pour 2001, ses perspectives de croissance avoisinent 40 pour cent. Cette évolution n'est pas compatible avec la composition de la demande, dans la mesure où le BTP dépend principalement de la formation de capital public, qui est en recul, d'après les chiffres disponibles. Etant donné l'incertitude entourant les statistiques de la Guinée équatoriale, il est peu probable que cet écart puisse être comblé. Une explication possible est que la formation de capital par l'État, telle qu'elle apparaît dans les comptes publics, n'inclut pas les dépenses extra-budgétaires, pour lesquelles on ne dispose pas de chiffres récents, mais qui représentent plusieurs points de pourcentage du PIB.

Tableau 1 - Composantes de la demande (en pourcentage du PIB)

	1995	1998	1999	2000	2001 (e)	2002 (p)
<b>Formation brute de capital</b>	<b>54.1</b>	<b>69.5</b>	<b>64.0</b>	<b>56.2</b>	<b>43.5</b>	<b>33.0</b>
Publique	4.4	9.9	7.4	2.9	2.2	1.7
Privée	49.7	59.5	56.7	53.4	41.3	31.3
Dont secteur pétrolier	44.8	54.8	50.4	43.6		
<b>Consommation finale</b>	<b>79.6</b>	<b>82.2</b>	<b>55.5</b>	<b>38.6</b>	<b>31.0</b>	<b>24.9</b>
Publique	13.1	13.4	6.9	4.6	2.6	2.0
Privée	66.5	68.9	48.5	34.0	28.4	22.9
<b>Solde extérieur</b>	<b>-33.7</b>	<b>-51.7</b>	<b>-19.5</b>	<b>5.2</b>	<b>25.5</b>	<b>42.1</b>
Exportations	56.4	83.8	95.0	102.1	100.1	98.9
Importations	-90.0	-135.5	-114.5	-96.9	-74.6	-56.9

Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données de la BEAC et de la Banque de France.



## Politique macro-économique

### Politique budgétaire et monétaire

Comme pour le reste de l'économie, la politique budgétaire est déterminée par l'évolution du secteur pétrolier. La situation dans ce domaine s'améliore nettement depuis quelques années : le solde global est passé de -1.3 pour cent du PIB en 1998 à +15.9 pour cent en 2000. En effet, grâce à un meilleur recouvrement des recettes pétrolières, les recettes totales se sont établies à 223.5 milliards de francs CFA en 2000, contre 87.5 milliards un an auparavant et 15.5 milliards en 1995 (soit, respectivement, 319, 125 et 22 millions de dollars des États-Unis, au taux de change moyen de 700 francs CFA pour un dollar). En conséquence, pour ses opérations financières, l'État s'appuie de plus en plus sur le secteur pétrolier. En 2000, les recettes pétrolières ont représenté 88 pour cent de l'ensemble de ces transactions en valeur. Les recettes non pétrolières s'accroissent, elles aussi, grâce aux bons résultats du

secteur du bois d'œuvre. Globalement, les recettes ont augmenté de 155 pour cent en 2000. Pour 2001, les estimations sont encore plus favorables, car les recettes pétrolières devraient continuer de stimuler les recettes publiques. Avec des hausses limitées des dépenses de l'État, l'excédent primaire atteindra 17.6 pour cent du PIB en 2001 et 18.9 pour cent en 2002.

Côté dépenses, la multiplication par quatre des dépenses entre 1995 et 2000, due à l'élargissement de la couverture retraite du secteur public et à l'accroissement des dépenses consacrées au paiement des traitements et salaires – auxquels s'ajoute une hausse des dépenses en produits et services – explique l'envolée de la facture totale. Les dépenses d'investissement ont légèrement progressé en 1999 (53.4 millions de dollars ou 37.4 milliards de francs CFA, contre 42 millions de dollars ou 29.4 milliards de francs CFA en 1998) pour les travaux publics et l'achèvement de l'infrastructure liée au sommet CEMAC-CEEAC organisé à Malabo.

Tableau 2 - Tableau des opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	1995	1998	1999	2000	2001 (e)	2002 (p)
<b>Total des recettes (avec dons)<sup>a</sup></b>	<b>16.3</b>	<b>24.0</b>	<b>18.7</b>	<b>25.1</b>	<b>24.5</b>	<b>24.3</b>
Recettes pétrolières	2.8	17.6	13.6	22.0		
Recettes fiscales	10.2	4.9	4.1	2.5	2.3	2.0
<b>Dépenses totales (et prêts nets)<sup>a</sup></b>	<b>21.4</b>	<b>25.3</b>	<b>17.9</b>	<b>9.2</b>		
Dépenses courantes <sup>b</sup>	17.5	15.3	9.9	6.3		
<i>Sans les intérêts</i>	11.6	13.8	8.8	6.0	4.7	3.7
Salaires	4.4	2.4	3.2	1.4	1.2	0.9
Paievements d'intérêts	5.9	1.5	1.1	0.4		
Dépenses en capital	1.3	9.9	8.0	2.7	2.2	1.7
<b>Solde primaire</b>	<b>0.8</b>	<b>0.2</b>	<b>1.9</b>	<b>16.2</b>	<b>17.6</b>	<b>18.9</b>
<b>Solde global</b>	<b>-5.1</b>	<b>-1.3</b>	<b>0.7</b>	<b>15.9</b>		

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

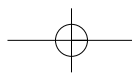
b. Les chiffres de 1995 et 1998 incluent des dépenses extrabudgétaires et non identifiées.

Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI.

La question centrale qui se pose à propos de la politique budgétaire de la Guinée équatoriale – comment l'excédent sera-t-il utilisé ? – demeure sans réponse, car les chiffres des recettes fiscales tirées du pétrole sont communiqués au compte-gouttes. En fait, même l'estimation de leur ampleur réelle est un peu obscure et le montant qui figure dans le budget est

peut-être sous-évalué. Malheureusement, l'incertitude quant à la somme exacte et la destination des recettes fiscales pétrolières est aggravée par celle qui entoure les dépenses extrabudgétaires ou exceptionnelles.

En ce qui concerne la stratégie économique à moyen terme (*Estrategia Económica de Mediano Plazo* – EEMP),



les dépenses publiques prioritaires ont été définies lors d'une importante conférence économique nationale qui s'est tenue en 1997 à Bata. Elles ont été révisées en 1999, avec évaluation à mi-parcours. Cette stratégie gouvernementale, qui s'étend sur quatre années, détermine quatre grands domaines d'action : le développement de l'infrastructure, le développement social, la réforme du secteur public et l'expansion de la production du secteur privé productif. Chacun de ces domaines s'articule autour d'objectifs et de mesures spécifiques, et le programme d'investissements publics (*Programa de Inversión Pública* – PIP) est conçu de manière à couvrir transversalement ces quatre priorités.

Voilà apparemment de très bonnes intentions, mais, étant donné le contexte national, il est difficile de vérifier si la politique budgétaire à court terme ou la stratégie économique à long terme ont été effectivement mises en œuvre et ont atteint leurs buts. En effet, les statistiques lacunaires et les révisions périodiques, en milieu d'année, de l'application des mesures suscitent de sérieux doutes à l'égard de toute activité de contrôle. La situation budgétaire de la Guinée équatoriale laisse donc à penser que, même si un projet de budget est présenté au parlement, il n'a pas force de loi, et les révisions successives des recettes et des dépenses en font un mécanisme institutionnel très lâche.

A 4.7 pour cent, l'inflation en 2000 a été relativement élevée par rapport à l'année précédente (1.1 pour cent). Cette envolée récente est imputable à la hausse des loyers dans l'immobilier et aux pressions s'exerçant sur la demande de produits alimentaires. Néanmoins, au vu de la croissance impressionnante de l'économie nationale, on peut considérer que l'inflation

est actuellement plutôt modérée. Les conditions extérieures favorables, telles que le faible taux d'inflation des grands partenaires commerciaux du pays et l'augmentation de la part des importations de produits alimentaires en provenance du Cameroun, aident à la stabilisation des prix. Il faut également tenir compte du fait que la participation de la Guinée équatoriale à la zone franc contribue certainement à l'instauration d'une politique monétaire efficace et équilibrée. En 2001 et 2002, l'inflation est donc susceptible de rester dans la fourchette de celle de la zone CEMAC.

### Position extérieure

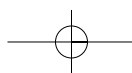
La Guinée équatoriale est une économie ouverte tournée vers l'exportation. En 1994, elle a amorcé la libéralisation et la rationalisation de sa politique commerciale, avec la mise en œuvre de la réforme douanière et fiscale définie par la CEMAC. D'autres changements ont également réduit nettement le niveau et le nombre des catégories de droits de douane et abouti à la suppression de toutes les restrictions quantitatives.

La position extérieure de la Guinée équatoriale – qui repose sur une étroite base d'exportations concentrée sur les ressources naturelles et sensible aux chocs subis par les termes de l'échange – indique que ce pays est très vulnérable face aux évolutions internationales. Le pétrole et, dans une moindre mesure, le bois d'œuvre, sont les principales exportations du pays (plus de 98 pour cent du total). Du côté des importations, le pétrole prédomine là aussi : en 2000, 74 pour cent des importations ont consisté en produits pétroliers destinés à la demande locale ou à des

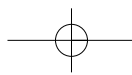
Tableau 3 - Comptes courants (en pourcentage du PIB)

	1995	1998	1999	2000	2001 (e)	2002 (p)
Balance commerciale	-6.2	11.4	37.7	50.4	59.7	67.7
Exportations de biens (f.o.b.)	52.4	82.4	93.4	100.7	98.4	97.2
Importations de biens (f.o.b.)	-58.6	-71.0	-55.7	-50.2	-38.7	-29.5
Services	-42.5	-62.8	-57.1	-45.3		
Revenus des facteurs	-12.2	-16.0	-14.5	-9.8		
Transferts courants	2.9	2.7	1.2	0.8		
<b>Solde</b>	<b>-58.8</b>	<b>-64.8</b>	<b>-32.7</b>	<b>-3.8</b>		

Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données des autorités nationales, de la Banque de France et de la BEAC.







investissements visant à préserver ou renforcer la capacité d'extraction. De plus, la récente mutation de l'économie de la Guinée équatoriale influe sur la répartition géographique des partenaires de ce pays : le secteur pétrolier commerce essentiellement avec les États-Unis, premier partenaire de la Guinée équatoriale tant pour les importations que pour les exportations. Le secteur non pétrolier, plus petit, poursuit, lui, ses échanges avec ses partenaires traditionnels : la Chine pour le bois d'œuvre, la France, l'Espagne et le Cameroun pour les autres produits.

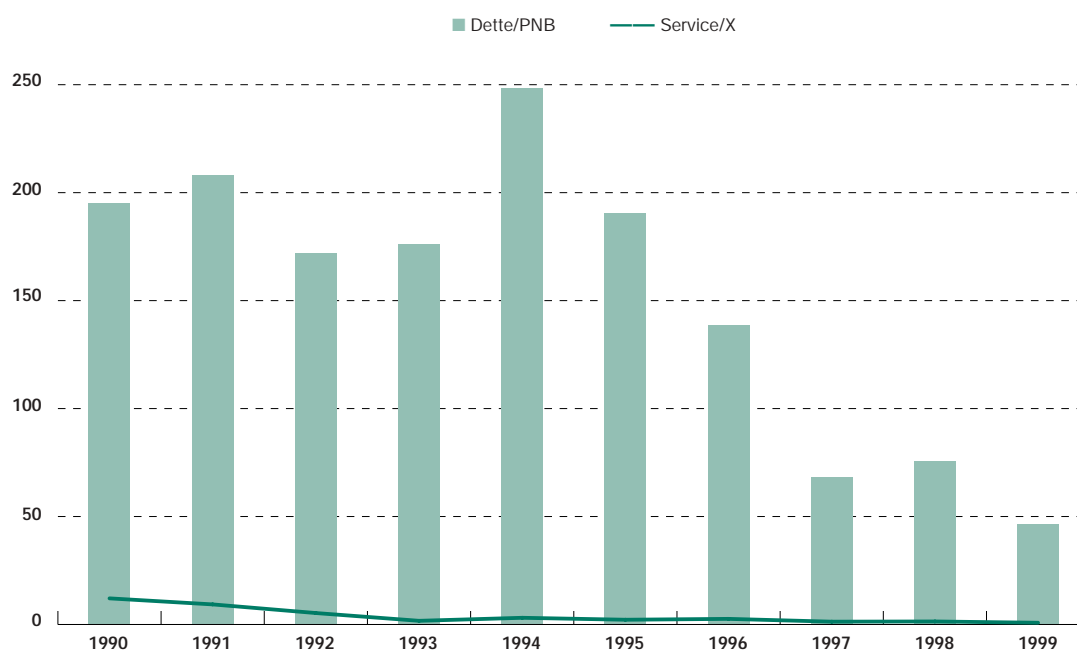
La balance des paiements se caractérise depuis peu par un large déficit des comptes courants. Ce déficit est compensé par l'investissement étranger concentré dans les activités d'exploration et par le rapatriement des bénéfices du secteur pétrolier. L'environnement international favorable (hausse des cours du bois d'œuvre et du pétrole) et l'augmentation des exportations de pétrole en volume ont ramené le déficit des comptes courants à 3.8 pour cent du PIB en 2000, contre 64.8 pour cent en 1998. La part des importations liées au pétrole devrait décroître avec le recul du pôle

exploration avant 2003, ce qui accentuera l'excédent de la balance commerciale.

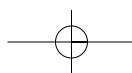
Deux raisons peuvent expliquer le décalage apparent entre le déficit du compte courant et l'excédent budgétaire. Premièrement, il se peut que le secteur privé ait des dépenses très élevées, voire supérieures à ses recettes. Deuxièmement, les dépenses publiques n'incluent pas certains postes, et sont donc sous-évaluées. Malheureusement, en raison du manque de statistiques sur les comptes nationaux de la Guinée équatoriale, nous ne pouvons pas déterminer laquelle de ces deux raisons est la bonne.

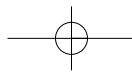
En raison du remarquable taux de croissance de son économie, la Guinée équatoriale a récemment enregistré une évolution spectaculaire de sa dette extérieure : son endettement est passé de 248 pour cent du PNB en 1994 à 46.7 pour cent en 1999. En valeur absolue, sa dette extérieure publique a été portée à 271 millions de dollars en 1999, contre 292 millions de dollars en 1995. Fin 1999, les sommes dues aux créanciers bilatéraux représentaient 46 pour cent de sa dette

Figure 5 - Part de l'encours de la dette dans le PNB et ratio du service sur les exportations de biens et services



Source : Banque mondiale (2001), *Global Development Finance*.





publique totale, et les emprunts auprès de bailleurs de fonds multilatéraux se montaient à 47 pour cent. Selon le FMI, en 2000, les arriérés ont atteint 58.3 millions de dollars, dont 55 millions vis-à-vis des créanciers bilatéraux, principalement l'Espagne et la Chine. La coexistence inattendue d'arriérés et d'un excédent budgétaire public tient au fait que le gouvernement actuel rechigne à honorer certains emprunts contractés pendant les législatures précédentes. Apparemment, les sommes en question n'ont pas été prêtées par d'autres pays directement à la Guinée équatoriale pour financer de véritables investissements, mais à des fonctionnaires qui, vraisemblablement, prétendaient représenter l'État, pour financer l'importation de produits vendus par ces créanciers mêmes. Cependant, la Guinée équatoriale est en train de régler ces différends et commence à rembourser ses arriérés, ce qui lui permettra bientôt d'avoir pleinement accès à du crédit à des conditions préférentielles et de réorganiser sa dette globale. La récente augmentation de son PNB par habitant l'empêche toutefois de remplir les critères nécessaires pour bénéficier de l'Initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTE).

## Questions structurelles

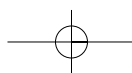
Comme nous l'avons expliqué plus haut, la gestion du boom pétrolier constitue un test clé pour la Guinée équatoriale. Les recettes pétrolières sont considérables et bouleversent la structure économique de ce pays. Cependant, elles ne profitent pas encore à l'ensemble de sa population, peu nombreuse. De plus, le renforcement des institutions locales prend du retard et, s'il n'est pas réalisé correctement, risque d'entraver considérablement, à moyen et long terme, un processus de croissance et de développement durable et plus équilibré.

L'expansion de l'économie révèle l'inadéquation du cadre institutionnel. Lors d'une conférence économique nationale organisée en 1997 à Bata, l'État a reconnu la nécessité d'engager des réformes dans le secteur public. Outre les lacunes macro-économiques déjà évoquées, il faut procéder à une modernisation générale des capacités de l'administration publique. Il

est essentiel et urgent d'investir davantage dans la formation de gestionnaires qualifiés, de médecins (un fort pourcentage des médecins exerçant actuellement dans le pays sont des Cubains), d'enseignants et de techniciens. Lacunaire et peu efficace, le système judiciaire doit lui aussi être réorganisé. Les moyens techniques et humains sont insuffisants dans certaines zones. La législation est, pour une raison ou une autre, obsolète, incomplète ou mal appliquée dans les différentes régions. Des réformes sont également nécessaires en ce qui concerne l'information et le suivi. En effet, l'absence de bureau central des statistiques (celles-ci sont pour l'instant collectées par une division du ministère du Plan) ainsi que la mauvaise qualité des informations, la difficulté de disposer de chiffres et le manque d'actualité des données empêchent toute forme de surveillance et de contrôle du développement socio-économique du pays.

Les réformes économiques structurelles donnent des résultats mitigés. La distribution des produits pétroliers a été libéralisée, et l'un des acteurs de ce secteur, GE Total, a été privatisé. Les privatisations ont commencé il y a peu, notamment dans ce domaine. En règle générale, elles sont encouragées par l'État, mais un cadre réglementaire clair et des autorités publiques font défaut pour surveiller ce processus ainsi que les activités dénationalisées. Malgré l'adoption, en décembre 1997, d'une loi destinée à améliorer le contrôle de la foresterie, afin de ramener l'exploitation du bois à un niveau acceptable, la production de bois d'œuvre a largement dépassé le plafond fixé (450 000 m<sup>3</sup>) en 1999 et 2000. De plus, comme l'indique la part, encore élevée, du bois non transformé dans la production totale de ce secteur, les mesures d'incitation en place depuis 1997 – quotas fixes, sanctions en cas de dépassement et taxes à l'exportation différenciées selon que le bois est transformé ou non – ne donnent pas les résultats escomptés.

Le secteur bancaire de la Guinée équatoriale est régi par la Banque des États d'Afrique centrale (BEAC), et trois des trente banques opérant dans la région disposent d'un agrément pour proposer leurs services dans ce pays. D'après la BEAC, qui le supervise, c'est un secteur qui peut être considéré



comme solide, et cette solidité n'a pas été mise en péril par l'expansion économique de ces dernières années. Après une longue phase de croissance, l'activité bancaire est aujourd'hui plus stable et affichait une valeur de bilan de 92.8 millions de dollars (65 milliards de francs CFA) fin 2000. La liquidité globale couvre largement les besoins de l'économie : à la même date, la demande de crédit (38.7 millions de dollars, soit 27.1 milliards de francs CFA) était inférieure aux ressources bancaires (47.6 millions de dollars, ou 33.3 milliards de francs CFA). Les créances douteuses sont par ailleurs en recul. Fin 2000, elles représentaient 3.3 millions de dollars (2.3 milliards de francs CFA) pour l'ensemble de ce secteur. Celui-ci comprend trois grands établissements : la Caisse Commune d'Épargne et d'Investissement (CCEI), filiale de CCEI Bank-Cameroun, la Société Générale des Banques en Guinée Equatoriale (SGBGE), filiale du groupe français Société Générale, et une nouvelle filiale, créée en juin 2001, de la Banque gabonaise et française internationale (BGFI).

L'infrastructure de base est l'un des principaux freins au développement de la Guinée équatoriale. Depuis l'indépendance nationale en 1968, l'érosion naturelle des sols, en raison de conditions climatiques défavorables, et l'absence de mesures d'entretien adéquates expliquent la très mauvaise qualité du réseau routier, qui compte moins de 350 kilomètres goudronnés sur un total de 3 952. Les capacités de transport en surface sont de ce fait limitées. Néanmoins, quelques chantiers en cours, qui bénéficient du soutien financier et technique de la Banque africaine de développement (BAD) et de l'Union européenne (UE), concernent la remise en état et l'extension de cette infrastructure. Une nouvelle route reliant la côte (depuis Bata) à la frontière orientale (Mongomo) de la partie continentale du pays est en cours de construction avec l'assistance technique financière de la Chine. Deux autres projets – co-financés par l'UE et la BAD, avec la garantie de l'État de Guinée équatoriale – sont destinés à améliorer les chaussées revêtues, sur l'axe Malabo-Luba-Riaba (île de Bioko). Enfin, la réalisation d'un réseau routier interurbain reliant la Guinée équatoriale au Cameroun et au Gabon a commencé il y a quelques années.

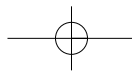
## Contexte politique et social

Depuis 1991, après une période marquée par un régime présidentiel à parti unique, conduit par l'actuel président, Obiang Nguema M'basogo, et son Parti démocratique de Guinée équatoriale (PDGE), le pays s'est engagé sur la voie de la démocratisation. Le cadre politique est aujourd'hui défini par la nouvelle Constitution approuvée par référendum en novembre 1991. La Guinée équatoriale est une république unitaire dotée d'un système politique qui admet, en théorie, l'opposition.

Malgré le pluralisme officiel, la scène politique reste essentiellement occupée par le président Obiang et un cercle de conseillers qui prennent les décisions clés. Dans les différents organes institutionnels, le pouvoir demeure concentré entre les mains du PDGE. Celui-ci détient une majorité écrasante (75 sièges sur 80) à l'Assemblée nationale (*Cámara de Representantes del Pueblo* : CRP). La plupart des observateurs internationaux indépendants ont estimé que le dernier scrutin en date était entaché d'irrégularités. Les principaux partis d'opposition ont boycotté les élections municipales, organisées en mai 2000, et contesté les résultats officiels (96 pour cent des voix pour le PDGE). La séparation des pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif est insuffisante, alors qu'elle est prévue dans la Loi fondamentale (*Ley Fundamental*), et constitue un autre grand sujet de préoccupation. En effet, avec un déséquilibre en faveur de l'exécutif, l'indépendance des tribunaux civils, déjà menacée par les tribunaux militaires, est sérieusement compromise. De surcroît, le système judiciaire, qui est obsolète et repose sur la législation espagnole appliquée avant l'indépendance, ne répond pas aux besoins actuels de la démocratie.

Malgré une bonne croissance économique, la situation sociale de la Guinée équatoriale continue de refléter largement un retard de développement. La pauvreté touche une grande partie de la population et le Programme des Nations Unies pour le développement classe ce pays à la 131<sup>e</sup> place, sur 174, pour le développement humain.

La situation sanitaire de la Guinée équatoriale est très inquiétante. Les indicateurs comptent parmi les plus



défavorables de toute la région, avec une espérance de vie de 50 ans à la naissance (données BAD, 1999), ainsi qu'une mortalité infantile de 111 pour mille et une mortalité maternelle de 352 pour 100 000 naissances (en 1994). Le paludisme est la première cause de mortalité : 43 pour cent des décès d'enfants de moins de cinq ans sont liés à cette pathologie. Les autres grandes endémies (affections respiratoires et diarrhées) sont caractéristiques des pays les moins avancés, où la non-satisfaction des besoins élémentaires, par exemple le manque d'accès à l'eau potable et la malnutrition, détermine le profil sanitaire local. Même si, en Guinée équatoriale, le VIH/sida ne constitue pas une grande cause de mortalité, il commence à menacer le développement de ce pays, en raison de la rapidité de la contamination : selon les estimations de l'OMS, le taux de prévalence est passé de 1 pour cent en 1988 à environ 7 pour cent en 2001.

L'infrastructure est satisfaisante, avec 291 dispensaires de premier niveau, 35 dispensaires de deuxième niveau, 18 hôpitaux municipaux, 5 hôpitaux provinciaux et 2 hôpitaux régionaux. Cependant, moins de la moitié des dispensaires fonctionnent et la plupart ne disposent pas du matériel de base. La répartition géographique des ressources humaines qualifiées constitue un autre point faible : 89.8 pour cent du personnel médical sont concentrés à Bata et à Malabo. Les dépenses de santé sont une des priorités de l'État. Le budget 2001 de ce secteur a ainsi été multiplié par plus de deux, passant de 5.6 millions de dollars (3.9 milliards de francs CFA) à 14.3 millions de dollars (10 milliards de francs CFA). Le manque de stratégie claire, dont témoigne le rejet du plan quinquennal national présenté en 1996, influe manifestement sur l'utilisation des moyens disponibles.

Le niveau d'instruction progresse légèrement, avec un taux d'inscription de 89.1 pour cent dans le primaire et 22 pour cent dans le secondaire ces dernières années. De plus, le nombre de classes a augmenté : 1 378 en 1999, contre 1 090 en 1990. Le manque de qualifications du corps enseignant et de matériel pédagogique de base fait toutefois obstacle à l'amélioration du système éducatif. Sur la période récente, quelque 73 pour cent des professeurs avaient

reçu une qualification adéquate, mais ce pourcentage est en diminution. Par ailleurs, l'état de l'infrastructure est préoccupant. Seulement 60 pour cent des établissements disposent d'eau potable, et la moitié ont des installations sanitaires acceptables. Comme pour le secteur de la santé, *via* l'article 23 de la Loi fondamentale et les recommandations de la Conférence de Bata qui affectent 15 pour cent du budget total à l'éducation, l'État souligne l'importance de celle-ci dans sa stratégie en faveur du développement. Bien qu'ayant accru le budget de l'éducation, il ne suit pas le calendrier fixé : en 1998, ces dépenses n'ont représenté que 5.1 pour cent des dépenses publiques totales, contre 5.9 pour cent en 1997.

